

Burundi: le médiateur renonce

Burundi Il avait été récusé par les opposants au troisième mandat.

L'envoyé spécial de l'Onu dans les Grands Lacs, l'Algérien Saïd Djinnit, a renoncé mercredi à son rôle de médiateur entre pouvoir et opposants à un troisième mandat du président sortant. La veille, la société civile burundaise avait demandé à l'Onu de le récuser pour partialité et de nommer un nouveau médiateur.

La société civile reproche à M. Djinnit de ne pas aborder la question du troisième mandat dans ses consultations; d'être incapable de résoudre "les questions préalables" comme la libération de centaines de personnes incarcérées pour avoir manifesté contre le troisième mandat, l'annulation des mandats d'arrêt contre les chefs de la contestation pour leur permettre de participer au dialogue, la réouverture des médias indépendants et "l'engagement formel de la police à ne plus tirer sur les manifestants" désarmés.

La presse accusée

De son côté, bien que cinq personnes aient encore été blessées par balles mercredi soir, lors de heurts avec la police, le gouvernement burundais a déclaré jeudi que la contestation avait cessé. "Il n'y a plus de manifestations à Bujumbura ou à l'intérieur du pays." Il a accusé "certains journalistes, surtout ceux dépêchés par les médias internationaux" d'"organiser des groupes de gens" pour pouvoir prendre "des images qu'ils diffusent par la suite auprès de certains médias internationaux et sur Internet et commentent qu'il y a eu des manifestations au Burundi".

Après avoir manifesté quasi quotidiennement depuis le 26 avril contre la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat – interdit par l'Accord de paix d'Arusha – les opposants s'esoufflent depuis quelques jours, notamment, indiquent les organisateurs des protestations, parce que la police quadrille les quartiers contestataires et empêche tout rassemblement en tirant. (D'après AFP)